

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Guerre de repositionnement chez la mouvance verte

Tout comme le FLN et le RND dont les patrons se livrent, depuis peu, une guerre des mots, les islamistes également sont dans la même logique post-élections législatives en s'adonnant à une bataille, certes en sourdine, de placement et de repositionnement, l'expérience dans l'opposition ayant été apparemment infructueuse.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Partante au rendez-vous du 4 mai prochain dans tous ses différents segments, la mouvance verte n'a pas réussi le pari de se présenter en bloc soudé à ce scrutin, comme souhaité par plus d'un de ses leaders.

A peine si elle a pu se reconstituer dans sa presque configuration de la période ayant suivi l'ouverture démocratique de février 1989, avec le mouvement Nahda qui retrouve presque sa forme originelle puisque le FJD (Front pour la justice et le développement) que son président, Abdallah Djaballah, a rejoint, en compagnie du mouvement El Binaa, le parti créé par d'anciens cadres du MSP dont l'expérience au FC (Front du changement) a été de très courte durée, le temps des élections législatives d'il y a cinq ans. Ne manque à l'appel que le mouvement Islah, l'autre bébé que s'est vu subtiliser Djaballah, qui a préféré poursuivre l'action politique en solo. Le MSP, qui fait office du poids lourd islamiste, a pu récupérer, de son côté, son ancien ministre de l'Industrie, Abdelmadjid Ménasra, et ses partisans au sein de son FC, ramassé à la petite cuillère lors du scrutin du 10 mai 2012 au même titre, d'ailleurs, que le reste des partis de la mouvance. Mais il n'a rien pu faire pour récupérer Amar Ghoul qui professe à tout va que son TAJ ne fait pas partie de la mouvance verte, mais plutôt un parti «rassembleur».

Reste à savoir si la mouvance ainsi reconstituée dans sa configuration originelle est à même de peser devant le duo du pouvoir FLN-RND, elle dont les leaders semblent avoir pris conscience de l'érosion de leur audience auprès de larges pans de la société, assimilés qu'ils sont au reste des apparatchiks et autres hommes du pouvoir, tenus responsables de la

crise multidimensionnelle qu'endure le pays.

Et ce n'est pas par hasard que l'ex-président du MSP, qui ne perd pas espoir de reprendre les rênes du parti, ne se montre pas trop rêveur en matière de moisson à récolter au soir du 4 mai prochain. Bouguerra Soltani soutenait, il n'y a pas longtemps, que 80 à 84 sièges parlementaires pour l'ensemble de la mouvance est une «bonne récolte» dans le contexte actuel, pressant la direction de son parti à vite rejoindre le giron du pouvoir en réintégrant le

gouvernement «qu'il n'aurait jamais dû quitter», selon lui. «Si cela ne tenait qu'à moi, je n'aurais pas fait sortir le parti du gouvernement, ni coupé les liens avec le FLN et le RND au sein de l'Alliance présidentielle, ni même quitté mon poste de ministre d'Etat», a-t-il affirmé, avant-hier sur le plateau d'une chaîne de télévision privée, expliquant que son parti a «échoué dans son projet de fédérer l'opposition», lui qui a claqué les portes et du gouvernement et celles de la défunte alliance présidentielle. Pour lui, «il n'y a d'autre salut que dans le partage du pouvoir en réintégrant le gouvernement tout en adoptant la position du soutien critique», car, argue-t-il, «rester dans l'opposition serait une option vaine puisqu'on n'arrivera jamais à faire bouger les choses».



Les islamistes en rangs dispersés.

Soltani tout comme son successeur à la tête du MSP, d'ailleurs, sont conscients du «sérieux risque» de se voir doubler par un de ses «petits-enfants», Amar Ghoul, qui ne cesse de prédire une «heureuse surprise» en matière de moisson électorale,

allant jusqu'à annoncer un gouvernement de coalition dans lequel figurera son TAJ, voire même par le mouvement Islah qui a décliné les offres d'alliances, préférant se rapprocher de la périphérie du pouvoir.

M. K.

AMARA BENYOUNÈS À BOUIRA :

«Non, je ne m'attaque pas aux boycotteurs, mais je milite pour une forte participation»

Recentrage du discours ou incompréhension des médias ; le SG du MPA, Amara Benyounès qui était hier l'hôte de la wilaya de Bouira, dans le cadre de la campagne électorale au niveau de la maison de la culture Ali-Zamoum, plaide plutôt pour la seconde version.

«Certains médias rapportent que Amara Benyounès s'attaque aux boycotteurs. Non mes amis, je ne m'attaque à personne, mais simplement je dis qu'ils ont leur vision et j'ai la mienne qui est différente de la leur. Je suis un démocrate et en tant que tel, je respecte l'avis de l'autre. Chacun a le droit de s'exprimer mais je leur dis, je vous dis que le boycott ne mènera à rien. Et que seule une forte participation aux élections du 4 mai prochain pourra renforcer la démocratie et donner une grande légitimité au Parlement et au gouvernement qui en sortira.» Voilà en substance, ce que le SG du MPA expliquait hier d'emblée devant les centaines de partisans venus des quatre coins de la wilaya, rassemblés dans la salle des conférences.

Cela étant, en abordant directement l'actualité, à savoir la crise dans laquelle se débat le pays, M. Benyounès a tenu à rappeler certaines vérités du

temps où il était ministre du Commerce. D'abord sa politique concernant les importations des produits en rappelant que de son temps, la pomme de terre était vendue à 30 dinars, la pomme à 70 dinars et la banane à 100 dinars ; ensuite, la tempête qu'il avait essuyée à propos de l'autorisation de la vente des boissons alcoolisées en défiant quiconque pourrait apporter une seule autorisation signée par lui et en renvoyant ces autorisations à ses prédécesseurs qui appartiennent, pourtant, à la mouvance islamiste.

M. Amara Benyounès dont le slogan de campagne est «Pour une démocratie apaisée», plaide pour une économie de travail en rappelant qu'il n'y a ni une économie islamiste, ni une économie nationaliste, mais une économie scientifique ; une économie où règnera une justice sociale dans laquelle le pauvre sera protégé et aidé et le riche de contribuer à cette solidarité commune.

Outre une justice sociale, M. Benyounès fera également un engagement pour combattre la corruption en rappelant l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption installé par le Président Bouteflika qu'il faudrait renforcer.

Cela étant, l'orateur rappellera que tous ces défis ne pourront se réaliser sans une paix durable que le peuple se doit de protéger et pour

laquelle il doit être vigilant en saluant au passage tous les corps de sécurité depuis l'ANP en passant par la gendarmerie, la police, la garde communale, les GLD mais surtout les Patriotes que le tête de liste du MPA à Bouira illustre parfaitement puisque ce n'est autre que le fils du défunt Zidane Al Makhfi, le moudjahid et père fondateur des Patriotes dans la wilaya de Bouira.

Et en parlant des services de sécurité, M. Amara Benyounès rappellera les années 1990 où le peuple algérien avait combattu le terrorisme seul avant de vaincre ce fléau sans aucune aide étrangère.

L'orateur insistera sur ce point en évoquant le Printemps arabe qui a détruit beaucoup d'Etats et en pointant du doigt ces pays occidentaux qui font tout pour servir leurs intérêts au détriment des pays arabes avec l'élimination de leurs leaders comme Saddam Hussein sans que le peuple irakien n'ait la paix, ou, encore Mouammar El Gueddafi, avec le même sort pour le peuple libyen. Là, il appellera à plus de vigilance concernant le peuple frère de la Syrie et les tentatives de l'Occident d'en finir avec le président Al Assad et en ajoutant subtilement l'élimination de Daesh mais avec une seule finalité : s'accaparer de ce pays et de ses richesses...

Y. Y.

GRÈVE AU QUOTIDIEN LIBERTÉ

Les raisons d'un bras de fer

Notre confrère Liberté traverse une zone de turbulences sans précédent. Le quotidien, absent des kiosques depuis lundi, en raison d'une grève déclenchée par le syndicat des travailleurs, se trouvait hier encore dans une situation tendue. Une impasse qui compromet une nouvelle fois la parution du journal.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Il est 10 h. La section syndicale de Liberté est déjà en pleine effervescence. Pour l'instant, rien de nouveau depuis la diffusion, dimanche après-midi, d'un communiqué annonçant le déclenchement d'une grève au journal. La nouvelle surprend les rédactions des autres quotidiens.

Le texte indique que la décision a été prise suite au «licenciement abusif des membres de la section syndicale» et fait savoir que la reprise du travail ne se fera qu'après retrait de cette mesure et satisfaction de toutes les revendications des salariés. Dans des déclarations à la presse, les responsables du syndicat

insistent sur les circonstances les ayant menés à cette grève. Selon eux, tout a commencé le 10 avril dernier, lorsque la direction du journal a entamé des actions destinées à compromettre une Assemblée générale prévue ce jour-là. «Tout a été fait, nous dit-on, pour que cette AG ne se tienne pas, ils ont même intimidé les salariés pour les dissuader d'assister à cette réunion. On nous a demandé de tenir notre AG un jeudi, mais c'était un jeu puisqu'ils savent que c'est le seul jour de repos des travailleurs de la presse. De notre côté, nous avons déposé un préavis de grève pour les 19, 20 et 21 avril prochains, mais la direction s'est

empressée de nous licencier avant la réunion de conciliation prévue pour le 17 à l'Inspection du travail. Tout ce qui a été fait est illégal, bien sûr.»

Vers 10h30, les responsables de la section syndicale annoncent leur départ vers l'Inspection du travail. Ils se disent confiants et maintiennent la grève entamée.

Au même moment, le directeur du quotidien, Arous Outoudert, se trouve au tribunal de Chéraga dans l'attente de l'évolution du référé introduit pour bloquer une autre grève annoncée dans un préavis déposé par le syndicat et prévue pour les mercredi, jeudi et vendredi prochains. Saïd Chekri, directeur de la rédaction, se trouve dans les locaux du journal où se prépare la réunion de rédaction quotidienne. Les journalistes ne sont pas concernés par l'action. Le gel des activités paralyse cependant le secteur technique, point névralgique d'un journal.

Une heure plus tard, il déclare : «Nous avons tenu la réunion de rédaction le plus normalement possible. Je suis obligé de préparer le journal, on ignore les développements qui auront lieu dans la journée. Je confirme cependant que les décisions prises sont tout à fait légales. La section syndicale avait déposé une demande pour tenir son AG, elle a été autorisée à le faire jeudi dans la salle de rédaction de Liberté, mais ils ont refusé et se sont réunis avant cette date au journal, bloquant ainsi le travail. C'est une entrave à la convention qu'ils ont eux-mêmes signée.»

Ce responsable commente d'autre part les demandes jugées incongrues déposées par les syndicalistes : «On demande le licenciement du DRH parce qu'il a fait des fautes d'orthographe, on exige que les appariteurs soient vêtus de costumes...», poursuit Saïd Chekri. Il

dément, par ailleurs, les informations qui circulaient hier au sujet de menaces de licenciement contre les éléments chargés de la publicité au sein du journal.

Les syndicalistes, eux, maintiennent : «Les personnes chargées de la publicité ont été menacées de licenciement. Elles nous ont contactés pour nous en informer. Plus grave encore, ils menacent d'effectuer tout le travail hors du journal. C'est illégal, encore une fois.»

15h. De nouveaux développements surviennent. Selon les membres de la section syndicale, la rencontre qui s'est déroulée avec l'Inspection du travail a porté ses fruits. «Ils nous ont dit qu'ils allaient leur adresser une lettre pour réclamer la réintégration des personnes licenciées.» De son côté, la direction est affairée à préparer le journal d'aujourd'hui. Le suspense est total.

A. C.